

Le bilinguisme en Algérie : entre héritage colonial et enjeux identitaires contemporains

Bilingualism in Algeria: Between Colonial Legacy and Contemporary Identity Issues

Amel ELMERIAH¹

Université Abdelhamid ibn badis Mostaganem.

elmeriahmosta@gmail.com

Reçu: 18/05/2025, **Accepté:** 10/06/2025, **Publié:** 20/06/ 2025

Résumé

Le bilinguisme en Algérie constitue une réalité sociolinguistique profondément enracinée dans l'histoire coloniale du pays, mais aussi dans ses dynamiques identitaires, culturelles et politiques contemporaines. Cette étude vise à explorer les manifestations, les enjeux et les contradictions du bilinguisme arabo-français en Algérie à travers une approche analytique fondée sur des observations sociolinguistiques, des sources historiques et des enquêtes de terrain. Le travail s'articule autour de plusieurs axes : le contexte historique, les politiques linguistiques, l'école, les médias, les représentations sociales, ainsi que les implications identitaires et professionnelles du bilinguisme. L'article se donne pour objectif de comprendre comment le bilinguisme est vécu par les Algériens, comment il façonne leur quotidien, et dans quelle mesure il constitue un enrichissement ou un obstacle. En croisant les données théoriques et empiriques, nous chercherons à répondre à la problématique suivante : le bilinguisme en Algérie est-il une richesse culturelle et cognitive ou un facteur de conflit identitaire et social ?

Mots clés : Bilinguisme, Identité linguistique, Politique linguistique, Diglossie

Abstract

Bilingualism in Algeria is a deeply rooted sociolinguistic reality, shaped by the country's colonial history as well as its contemporary identity, cultural, and political dynamics. This study aims to explore the manifestations,

challenges, and contradictions of Arabic-French bilingualism in Algeria through an analytical approach based on sociolinguistic observations, historical sources, and field investigations. The work is structured around several key themes: the historical context, language policies, the education system, media, social representations, and the identity and professional implications of bilingualism. The article seeks to understand how bilingualism is experienced by Algerians, how it shapes their daily lives, and to what extent it represents an asset or an obstacle. By combining theoretical and empirical data, we aim to address the following question: Is bilingualism in Algeria a cultural and cognitive asset, or a source of identity and social conflict?

Key word: Bilingualism, Linguistic identity, Language policy, Diglossia

ملخص

يُعدّ التعدد اللغوي في الجزائر، ولا سيما الازدواجية اللغوية العربية-الفرنسية، واقعاً سوسيو-لغوياً متجذراً بعمق في التاريخ الاستعماري للبلاد، كما يتصل ارتباطاً وثيقاً بالديناميات المعاصرة للهوية والثقافة والسياسة. تهدف هذه الدراسة إلى استكشاف مظاهر هذه الازدواجية اللغوية، وكذا التحديات والتناقضات التي تطرحها، وذلك من خلال مقارنة تحليلية تركز على ملاحظات ميدانية سوسيو-لغوية، ومصادر تاريخية، وتحقيقات ميدانية. يركز البحث على عدة محاور، من بينها السياق التاريخي، السياسات اللغوية، دور المدرسة، الإعلام، التمثيلات الاجتماعية، إضافة إلى الأبعاد الهوية والالهوية المهنية للثنائية اللغوية. ويهدف المقال إلى فهم كيف يعيش الجزائريون هذه الوضعية اللغوية المزدوجة، وكيف تؤثر في حياتهم اليومية، وإلى أي مدى تُعدّ عاملاً للإثراء أم عقبة في وجه التماسك الاجتماعي. من خلال الربط بين المعطيات النظرية والميدانية، نحاول الإجابة عن الإشكالية التالية: هل يُشكّل التعدد اللغوي في الجزائر ثراءً ثقافياً ومعرفياً، أم أنه يمثل مصدراً للتوتر الهوياتي والاجتماعي؟

الكلمات المفتاحية : اللغوية، الهوية اللغوية، السياسة اللغوية، الازدواجية، الجزائر

Pour citer cet article :

ELMERIAH, Amel, (2025), Le bilinguisme en Algérie : entre héritage colonial et enjeux identitaires contemporains, Contextes Didactiques, Linguistiques et Culturels [En ligne], 3(1), 315-346. Disponible sur le lien : <https://www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/928>

Pour citer le numéro :

MOUFFOKI, Nadjat, BENYUCEF , Mahfoudh et TOMESCO, Ana Marina, (2025), Numéro –Thématique « Intelligence artificielle et apprentissage des langues : perspectives, enjeux et nouvelles pratiques didactiques ? », Contextes Didactiques, Linguistiques et Culturels [En ligne], 3(1), 423 p. Disponible sur le lien : <https://www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/928>

Introduction

Dans le contexte maghrébin, l'Algérie se distingue par une situation linguistique particulièrement complexe. Héritage de la colonisation française, le bilinguisme arabe-français y est à la fois une pratique quotidienne pour une large frange de la population et un sujet de débat politique et identitaire. Loin de constituer une simple juxtaposition de deux langues, le bilinguisme en Algérie s'inscrit dans une histoire coloniale, une politique linguistique post-indépendance, et une dynamique sociétale marquée par la cohabitation de plusieurs langues : arabe standard, arabe dialectal, tamazight, et français.

Problématique

Cette réalité soulève une question centrale : le bilinguisme en Algérie est-il un atout favorisant la richesse culturelle et l'ouverture, ou bien un facteur de confusion, de domination linguistique et d'instabilité identitaire?

Hypothèses

1. Le bilinguisme en Algérie favorise une ouverture culturelle et une compétence cognitive accrue.
- 2.
3. Le bilinguisme résulte d'un rapport de force hérité du colonialisme, perpétuant des inégalités sociales.
4. Les jeunes générations s'approprient le bilinguisme comme un outil d'expression hybride, malgré les politiques d'arabisation.

Démarche analytique

Notre approche s'appuiera sur une méthodologie qualitative et comparative. Nous analyserons des textes législatifs, des documents historiques, des données recueillies par observation de discours médiatiques et institutionnels, et des entretiens semi-directifs menés auprès de jeunes locuteurs bilingues. Ce croisement de sources permettra de cerner les enjeux actuels du bilinguisme algérien dans toutes ses dimensions.

Motivations de la recherche

Ce travail est motivé par la nécessité de comprendre comment une société postcoloniale vit son plurilinguisme, comment les individus composent avec des identités linguistiques multiples, et comment les politiques éducatives, médiatiques et culturelles influencent les pratiques langagières. À l'heure où

le bilinguisme est parfois instrumentalisé à des fins idéologiques, il devient urgent d'adopter une lecture nuancée et informée de cette réalité algérienne.

1. Contexte historique du bilinguisme en Algérie

Le bilinguisme en Algérie puise ses racines dans une histoire complexe et profondément marquée par la colonisation française. Avant 1830, l'Algérie possédait déjà une riche diversité linguistique, dominée par l'arabe classique dans les sphères religieuses et savantes, l'arabe dialectal dans la communication quotidienne, et les langues berbères dans plusieurs régions du pays. L'arrivée de la France en 1830 introduit une nouvelle langue, le français, d'abord comme outil de domination coloniale, puis comme langue d'administration, d'enseignement et de prestige. Dès les premières décennies de la colonisation, la France met en place une politique d'assimilation linguistique, visant à marginaliser les langues locales et imposer le français comme unique langue officielle. Cette politique se manifeste notamment par la fermeture des médersas (écoles traditionnelles en arabe), la francisation des institutions, et l'interdiction progressive de l'arabe dans l'espace public.

Cette imposition linguistique ne fut cependant pas homogène ni absolue. Une partie de la population autochtone, notamment les élites urbaines et certains groupes berbères, adopte le français par nécessité, opportunisme ou contrainte. Le français devient ainsi une langue d'ascension sociale, mais aussi un symbole d'aliénation pour une grande partie de la population privée d'accès équitable à l'enseignement. Ce rapport ambivalent au français se renforce au fil des décennies, jusqu'à l'émergence du nationalisme algérien, qui fait de la langue arabe un outil de résistance identitaire. Cependant, malgré cette volonté de réhabilitation de l'arabe, le français reste profondément ancré dans les pratiques administratives, scolaires et intellectuelles du pays, y compris après l'indépendance obtenue en 1962.

Le bilinguisme arabe-français en Algérie n'est donc pas un phénomène naturel ou spontané, mais le produit d'une histoire conflictuelle, marquée par la colonisation, la résistance, et les tensions entre modernité et tradition. Il s'agit d'un bilinguisme socialement et historiquement construit, qui reflète autant des rapports de pouvoir que des dynamiques d'adaptation et de

résilience. Comprendre les racines historiques de ce bilinguisme est essentiel pour analyser ses manifestations actuelles et ses implications sur le plan identitaire, politique et culturel.

2. Le bilinguisme arabe/français dans la société algérienne

Le bilinguisme arabe-français constitue aujourd'hui une caractéristique saillante de la société algérienne. Il se manifeste dans des domaines variés tels que la communication quotidienne, les médias, l'éducation, l'administration, et les échanges commerciaux. Cette dualité linguistique, héritée du passé colonial, s'est institutionnalisée malgré les politiques officielles d'arabisation. Dans les conversations informelles, notamment en milieu urbain, le code-switching — c'est-à-dire l'alternance entre arabe dialectal et français dans une même phrase ou discours — est devenu une norme sociale. Il ne s'agit pas uniquement d'un phénomène linguistique, mais également d'un marqueur identitaire et socioculturel. Parler français peut signaler une appartenance à une classe éduquée, urbaine et souvent perçue comme moderne, tandis que l'arabe dialectal reste la langue du foyer, de l'affectif et du lien communautaire.

Ce bilinguisme fonctionnel est cependant inégalement réparti. Il est plus présent dans les grandes villes comme Alger, Oran ou Constantine, et moins répandu dans les zones rurales ou amazighophones, où d'autres combinaisons linguistiques entrent en jeu (arabe-tamazight, tamazight-français). Il existe également un clivage générationnel : les jeunes

générations nées après les années 1990, exposées massivement aux médias et aux réseaux sociaux, développent une forme de bilinguisme fluide, Parfois hybride, mêlant français, arabe dialectal, anglais, voire tamazight, dans des créations langagières innovantes. À l'inverse, certaines générations plus âgées, notamment dans les régions arabisées ou marginalisées, ont un rapport plus distant ou même conflictuel avec le français, perçu comme une langue étrangère imposée.

La société algérienne vit donc le bilinguisme à travers des pratiques plurilingues dynamiques, où les langues ne sont pas cloisonnées mais interagissent continuellement. Ce bilinguisme, loin d'être un simple outil de communication, est aussi un reflet des tensions sociopolitiques du pays :

entre modernité et tradition, entre héritage colonial et affirmation nationale, entre ouverture mondiale et défense des valeurs culturelles locales. Cette cohabitation linguistique produit des effets ambigus : elle permet d'enrichir l'expression et l'identité, mais elle peut aussi générer des inégalités d'accès, des conflits de légitimité linguistique, et une insécurité identitaire chez certains locuteurs.

3. Le rôle de la colonisation française dans la dynamique linguistique

La colonisation française en Algérie (1830-1962) a joué un rôle déterminant dans la configuration actuelle du paysage linguistique du pays. Dès le début de l'occupation, la France a mis en œuvre une politique d'assimilation linguistique, visant à éradiquer progressivement les langues locales au profit du français. Cette entreprise coloniale s'est accompagnée d'une marginalisation systématique de l'arabe, langue du savoir religieux et de la culture traditionnelle, et d'une invisibilisation des langues berbères, jugées « archaïques » ou « folkloriques » par l'administration coloniale. L'introduction du français comme langue d'administration, d'instruction, et de modernité n'était pas un choix neutre ; elle relevait d'une volonté politique de domination symbolique, culturelle et idéologique. Le contrôle de la langue était perçu comme un levier de contrôle des esprits.

Le système éducatif colonial a été l'un des principaux vecteurs de cette stratégie. L'enseignement en arabe a été progressivement interdit ou limité à des institutions marginales, tandis que l'école française, bien que réservée à une minorité de privilégiés, est devenue le seul moyen d'accéder à l'emploi, à la mobilité sociale et à l'élite administrative. Ce processus a engendré une fracture linguistique profonde : une petite élite autochtone francophone s'est formée, coupée culturellement de la majorité arabophone ou berbérophone. Le français est ainsi devenu non seulement une langue de pouvoir, mais aussi un instrument de différenciation sociale, de prestige et d'exclusion.

Par ailleurs, cette domination linguistique s'est traduite par une « diglossie coloniale » : le français détenait un statut élevé, associé à la modernité, la rationalité et l'universalisme, tandis que les langues locales étaient reléguées à des fonctions informelles ou dévalorisées. Ce déséquilibre a produit des effets durables, bien au-delà de l'indépendance. Après 1962, malgré une volonté affichée de restauration de la langue arabe comme symbole de

souveraineté nationale, le français est resté omniprésent dans de nombreux secteurs clés, comme l'enseignement supérieur, les sciences, la médecine, l'économie et les institutions.

Ainsi, la colonisation française n'a pas seulement introduit le bilinguisme en Algérie : elle a structuré les rapports de force linguistiques qui continuent à influencer les politiques linguistiques, les représentations sociales et les pratiques langagières contemporaines. Le bilinguisme algérien ne peut donc être compris en dehors de cette histoire coloniale, qui en constitue la matrice et le point de départ. L'analyse des dynamiques linguistiques actuelles nécessite une lecture critique de cet héritage et de ses prolongements.

4. Le statut constitutionnel des langues en Algérie

Le statut constitutionnel des langues en Algérie reflète les tensions historiques, politiques et identitaires qui traversent le pays depuis son indépendance. Dès la Constitution de 1963, l'arabe est proclamé langue nationale et officielle, marquant la volonté des autorités postcoloniales de rompre symboliquement avec l'héritage colonial français. Cette politique linguistique visait à restaurer l'arabe comme langue de souveraineté, de culture et d'unité nationale. Cependant, cette affirmation s'est heurtée à la réalité d'un pays plurilingue, où le français restait largement utilisé dans les secteurs stratégiques, et où les langues berbères (tamazight) occupaient une place importante dans plusieurs régions.

La réforme constitutionnelle de 1989 maintient l'arabe comme langue officielle unique, sans mention du tamazight ni du français, ce qui suscite de nombreuses critiques, notamment de la part des mouvements culturels berbères. Ce n'est qu'en 2002, à la suite des événements du « Printemps noir » en Kabylie, que le tamazight est reconnu langue nationale. Cette reconnaissance s'inscrit dans une dynamique de pluralisation linguistique, mais reste symbolique à bien des égards, car elle n'est pas accompagnée de moyens concrets pour promouvoir cette langue dans l'enseignement ou les médias. En 2016, une nouvelle avancée est franchie : la Constitution reconnaît officiellement tamazight comme langue officielle aux côtés de l'arabe, ce qui représente une rupture importante dans la doctrine unilingue de l'État algérien.

Le français, quant à lui, ne bénéficie d'aucun statut constitutionnel, bien qu'il soit omniprésent dans la pratique. Il continue d'être la langue de travail dans l'administration, la justice, l'économie et les sciences, ce qui génère une forme d'ambiguïté légale : langue sans statut, mais incontournable dans les faits. Cette situation crée une tension entre les discours politiques, souvent porteurs d'un nationalisme linguistique centré sur l'arabe, et la réalité quotidienne des usages, marquée par un bilinguisme institutionnalisé de facto.

La coexistence de ces langues dans un cadre juridique inégal suscite de nombreuses interrogations : comment articuler les principes constitutionnels avec la diversité linguistique réelle ? Comment éviter que le plurilinguisme ne soit source d'exclusion ou de hiérarchisation entre les citoyens ? Le cadre légal algérien, en évoluant lentement vers la reconnaissance de la pluralité linguistique, ouvre la voie à une nouvelle conception de la citoyenneté, plus inclusive et respectueuse des identités linguistiques multiples. Néanmoins, des défis majeurs persistent quant à l'application effective de ces principes dans les politiques publiques et dans la vie quotidienne.

5. Bilinguisme et système éducatif algérien

Le système éducatif algérien constitue l'un des terrains les plus sensibles et révélateurs des tensions liées au bilinguisme. Depuis l'indépendance, l'État a entrepris une vaste politique d'arabisation du système scolaire, dans le but de restaurer l'arabe comme langue de savoir, d'enseignement et d'unité nationale. Cette politique a été appliquée avec rigueur dès les années 1970, notamment dans les cycles primaire et secondaire. Toutefois, le français, bien que marginalisé dans les discours officiels, n'a jamais cessé d'occuper une place de choix dans les faits : il est resté la langue d'enseignement des matières scientifiques au niveau secondaire et surtout dans l'enseignement supérieur. Cette dualité entre les principes d'arabisation et la réalité bilingue de l'enseignement crée une situation paradoxale.

Les élèves algériens sont confrontés à un changement de langue d'enseignement entre les cycles. Ils apprennent les disciplines scientifiques en arabe pendant toute leur scolarité jusqu'au baccalauréat, puis doivent subitement les poursuivre en français à l'université. Ce passage brutal

entraîne d'importantes difficultés pédagogiques, affectant la compréhension des contenus et la réussite universitaire. De nombreux étudiants peinent à suivre les cours universitaires, non en raison d'un manque de compétence disciplinaire, mais à cause de leur maîtrise insuffisante du français scientifique. Cette situation contribue à creuser les inégalités, favorisant les élèves issus de milieux urbains et francophones, au détriment de ceux issus de zones rurales ou arabisées.

En parallèle, le français reste fortement valorisé dans les disciplines techniques et les filières d'élite (médecine, ingénierie, sciences exactes), tandis que l'arabe est souvent perçu comme réservé aux sciences humaines et sociales, voire relégué à un rôle symbolique. Cette hiérarchisation implicite des langues engendre une perception inégalitaire des savoirs et des compétences. Le bilinguisme éducatif algérien devient ainsi non pas un levier de réussite, mais un facteur de discrimination scolaire et sociale.

Des tentatives de réforme ont été entreprises pour corriger cette situation, notamment par l'introduction de tamazight dans certaines écoles, la valorisation des langues nationales dans les manuels, ou encore la réflexion sur le multilinguisme dès le primaire. Néanmoins, ces efforts restent fragmentaires et souffrent d'un manque de vision cohérente à long terme. Le système éducatif algérien reste tiraillé entre un idéal unilingue (souvent politique) et une pratique bilingue (souvent pragmatique). Pour faire du bilinguisme un véritable atout pédagogique, il est nécessaire d'adopter une approche inclusive, fondée sur la reconnaissance réelle du plurilinguisme comme richesse et non comme menace.

6. Les politiques linguistiques post-indépendances

À l'issue de l'indépendance en 1962, la jeune République algérienne se retrouve confrontée à un défi majeur : reconstruire une identité nationale sur les ruines du système colonial. L'une des priorités politiques est alors la réhabilitation de la langue arabe, perçue comme un symbole de souveraineté, de renaissance culturelle et d'unité. Dès lors, les gouvernements successifs adoptent une politique linguistique volontariste d'arabisation, visant à remplacer progressivement le français dans les domaines de l'éducation, de l'administration, de la justice et des médias.

Cette orientation est en grande partie idéologique, inscrite dans un projet de décolonisation culturelle profonde.

Cependant, cette politique, bien qu'animée par un objectif de légitimation nationale, rencontre rapidement des obstacles structurels. Le manque d'enseignants arabophones qualifiés, l'absence de terminologie scientifique en arabe, et la forte imprégnation du français dans les institutions héritées du colonialisme ralentissent considérablement le processus. Par ailleurs, une partie de l'élite administrative et technocratique, formée en français, continue d'utiliser cette langue par pragmatisme. Il en résulte une politique linguistique à plusieurs vitesses, marquée par des contradictions entre les discours officiels et les pratiques réelles.

Dans les faits, le français conserve une place prépondérante, notamment dans l'enseignement supérieur, les sciences, les technologies, la médecine et l'économie. Cette dualité crée une tension permanente : l'arabe est promu au nom de l'identité nationale, tandis que le français est conservé pour son efficacité technique et son utilité internationale. Cette situation ambiguë alimente des débats passionnés sur l'avenir linguistique du pays, et expose la population à une forme d'insécurité linguistique, en particulier chez les jeunes, qui doivent naviguer entre ces deux systèmes.

En parallèle, les revendications des populations amazighophones pour la reconnaissance de tamazight ont longtemps été ignorées, voire réprimées. Ce n'est qu'à partir des années 1990 que la question berbère est progressivement intégrée dans le débat national, aboutissant à la reconnaissance du tamazight comme langue nationale (2002), puis officielle (2016). Ces avancées constituent une tentative de sortir de la logique binaire arabe-français, mais elles peinent encore à s'incarner concrètement dans les institutions.

En somme, les politiques linguistiques post-indépendance ont oscillé entre nationalisme linguistique et réalisme pragmatique. Le refus d'accorder un statut officiel au français tout en continuant à l'utiliser massivement traduit l'ambiguïté de l'État face à son propre héritage colonial. Le plurilinguisme algérien, au lieu d'être valorisé comme richesse, est souvent abordé comme un problème à gérer, ce qui freine toute tentative de construire une politique linguistique inclusive, cohérente et adaptée à la réalité du terrain.

7. Le bilinguisme dans les médias algériens

Les médias algériens jouent un rôle central dans la construction et la diffusion du bilinguisme arabe-français. Après l'indépendance, les autorités ont cherché à établir une presse nationale en arabe, en tant que symbole de la rupture avec la colonisation et de l'affirmation de l'identité nationale. Cependant, en raison de l'héritage linguistique du colonialisme et de la domination du français dans les sphères culturelles et politiques, ce projet a rapidement montré ses limites. Le français reste ainsi une langue incontournable dans les médias, en particulier dans la presse écrite, la radio et la télévision. Cette situation témoigne d'une tension entre les idéaux d'arabisation et les réalités sociolinguistiques du pays.

Selon l'historien et sociolinguiste Mohamed Chafik, « le français continue d'être la langue de la culture, de la science, et de l'élite intellectuelle en Algérie » (Chafik, 1991). Ce constat s'observe clairement dans les journaux et les chaînes de télévision où le français occupe une place prépondérante, notamment dans les débats politiques, économiques et culturels. Par exemple, des titres comme *Le Soir d'Algérie*, *El Watan*, ou *Liberté* publient régulièrement des articles en français, et même des émissions de télévision, comme celles diffusées sur Alger Chaîne III, utilisent fréquemment les deux langues en alternance. Cette alternance, souvent réalisée dans une même émission, est révélatrice de la fluidité avec laquelle les Algériens naviguent entre l'arabe et le français.

En 2017, le sociolinguiste Abdelkader Zghal a observé que « les chaînes de télévision privées algériennes, comme *Ennahar* et *Echourouk*, alternent de manière systématique entre arabe et français, mais dans une logique d'adaptation à un public à la fois polyglotte et pluraliste » (Zghal, 2017). Cette observation montre que le bilinguisme médiatique en Algérie n'est pas seulement une question de choix linguistique, mais aussi une stratégie de marketing pour toucher une audience variée, qui utilise ces deux langues dans des contextes différents.

Cependant, ce bilinguisme médiatique n'est pas exempt de critiques. En effet, la prédominance du français dans les médias est souvent perçue comme un facteur de marginalisation de l'arabe et des langues nationales comme le tamazight. Selon l'écrivain et journaliste Kamel Daoud, « le

français a investi l'espace médiatique algérien de manière insidieuse, exerçant une forme de domination subtile, tout en s'imposant comme la langue de prestige » (Daoud, 2016). Cette critique met en lumière la dimension symbolique du bilinguisme dans les médias, où le français, bien que non officiel, est associé à la modernité, à la compétence et à l'ouverture internationale, alors que l'arabe, bien qu'officiel, est souvent relégué à un statut inférieur dans les sphères publiques et médiatiques.

Enfin, l'apparition de nouveaux médias numériques, notamment les réseaux sociaux, modifie les dynamiques du bilinguisme médiatique. Les jeunes Algériens, par exemple, utilisent de plus en plus l'arabe dialectal mélangé au français dans leurs échanges sur des plateformes comme Facebook, Twitter ou Instagram, créant une forme de bilinguisme numérique hybride. Cette évolution témoigne d'une appropriation créative des deux langues, et ouvre la voie à une évolution future de la langue dans les médias. Toutefois, la question demeure : ce bilinguisme est-il une opportunité d'enrichissement culturel, ou une continuation des hiérarchies linguistiques héritées du passé colonial ?

8. Les représentations sociales du bilinguisme en Algérie

Le bilinguisme arabe-français en Algérie est perçu de manière ambivalente par la société. D'un côté, il est considéré comme un atout précieux pour la mobilité sociale et l'accès à des opportunités professionnelles, notamment dans les secteurs liés à l'économie, à la diplomatie, et à l'enseignement supérieur. De l'autre côté, il demeure également un symbole de la domination coloniale et de la division sociale. Cette ambivalence se reflète dans les discours sociaux, où le bilinguisme peut à la fois être valorisé et stigmatisé, selon le contexte et les groupes sociaux.

Le sociolinguiste Mouloud Mammeri, dans ses écrits, affirmait que « le bilinguisme en Algérie est à la fois une richesse et une malédiction. Une richesse, car il permet à l'individu d'accéder à un large éventail de connaissances et d'opportunités ; une malédiction, car il induit des clivages sociaux profonds entre ceux qui maîtrisent le français et ceux qui en sont privés » (Mammeri, 1980). Cette citation illustre bien les tensions qui existent autour du bilinguisme : il peut être perçu comme un levier de réussite sociale pour certains, mais aussi comme un facteur d'exclusion pour

d'autres, en particulier ceux issus des zones rurales ou des milieux socio-économiques modestes, où le français est moins maîtrisé.

Le bilinguisme en Algérie est aussi lié à des représentations culturelles et identitaires. Comme le souligne le sociologue Mohamed Benrabah, « la maîtrise du français est souvent perçue comme un signe de modernité et d'ouverture sur le monde, tandis que l'arabe est valorisé dans un cadre plus traditionnel et nationaliste » (Benrabah, 2013). Cette dichotomie contribue à renforcer des stéréotypes sociaux où le français est associé à une classe supérieure, intellectuelle et élitiste, tandis que l'arabe, bien que langue officielle, est parfois considéré comme un marqueur de rigidité et de conservatisme.

Les jeunes générations, en particulier, naviguent dans cet espace linguistique complexe avec un certain pragmatisme. Ils utilisent fréquemment les deux langues dans leurs interactions sociales et dans leur consommation des médias. D'après l'étude de Kacem (2018), « les jeunes Algériens, surtout dans les grandes villes, adoptent une forme de bilinguisme hybride où l'arabe dialectal et le français se mélangent librement, dans un mélange parfois appelé "frarabe", et cela devient une manière de se distinguer culturellement » (Kacem, 2018). Ce phénomène témoigne d'une forme d'adaptation créative au contexte sociolinguistique du pays, mais aussi d'une volonté de se définir en dehors des dualités traditionnelles entre arabe et français.

Néanmoins, le bilinguisme n'est pas perçu de manière homogène à travers le territoire algérien. Dans les régions berbérophones, par exemple, le bilinguisme arabe-français est souvent perçu différemment. La question du tamazight, langue nationale mais encore sous-représentée dans les institutions, demeure une source de tension identitaire. Selon l'écrivain Kamel Daoud, « le bilinguisme arabe-français en Algérie est un luxe pour certains et un fardeau pour d'autres. Les berbérophones, notamment, vivent une situation particulière, où leur langue est reléguée au second plan dans un contexte où l'arabe et le français se disputent la place » (Daoud, 2016). Cette citation souligne la marginalisation des langues berbères dans la perception sociale du bilinguisme, qui reste souvent centré sur le duo arabe-français.

Ainsi, les représentations sociales du bilinguisme en Algérie sont complexes et marquées par des enjeux de classe, de modernité, d'identité et de pouvoir. Alors que le bilinguisme arabe-français peut être perçu comme un signe de prestige et d'élite dans certains contextes, il est aussi un terrain de conflit symbolique et de hiérarchisation linguistique qui continue d'affecter les rapports sociaux et les politiques linguistiques du pays.

9. Les effets du bilinguisme sur l'identité nationale en Algérie

Le bilinguisme en Algérie a des effets profonds sur la construction de l'identité nationale, en particulier à la suite de l'indépendance. Si, d'un côté, il est perçu comme un signe d'ouverture et de modernité, il demeure aussi une source de tension identitaire et culturelle, amplifiée par l'héritage colonial. L'utilisation parallèle de l'arabe et du français a façonné une identité nationale qui n'est ni totalement arabe ni totalement occidentale, mais un mélange complexe des deux. Ce phénomène, souvent appelé "identité hybride", est au cœur des débats sur le bilinguisme en Algérie.

L'historien et sociologue Ali Benmakhlouf note que « l'Algérie post-coloniale a été confrontée à la difficile tâche de concilier son passé arabe et islamique avec son héritage colonial français, et le bilinguisme est devenu un terrain symbolique où se joue cette réconciliation impossible »

(Benmakhlouf, 2011). Le bilinguisme, dans ce contexte, devient une métaphore de l'identité algérienne elle-même : partagé entre deux héritages, entre deux visions du monde, entre deux sphères culturelles. L'arabe incarne la tradition et l'unité nationale, tandis que le français est perçu comme un vestige du colonialisme, mais aussi un vecteur de modernité et d'intégration internationale.

Le bilinguisme influe également sur la construction de l'identité des jeunes générations, qui grandissent dans un environnement où les deux langues coexistent de manière fluide. Selon l'étude de Djenadi (2015), « les jeunes Algériens se construisent une identité plurielle en naviguant entre les deux langues, en fonction des contextes et des exigences sociales » (Djenadi, 2015). Ce phénomène traduit une forme de flexibilité identitaire, où l'individu peut s'adapter aux différentes situations sociales tout en préservant son ancrage culturel. Cependant, cette fluidité peut aussi induire

un certain malaise identitaire, car elle empêche de définir clairement une appartenance exclusive, à la fois arabo-musulmane et francophone.

Le bilinguisme pose également la question de la place des langues berbères dans la construction de l'identité nationale. Bien que le tamazight soit désormais reconnu comme langue officielle depuis 2016, il reste souvent marginalisé, notamment dans les sphères urbaines et administratives où l'arabe et le français dominant. L'écrivain Mohamed Dib a écrit que « les Berbères, qui ont été longtemps réduits au silence par les politiques de l'État, ressentent le bilinguisme arabe-français comme une double exclusion : d'une part, celui de l'arabe face au français, et d'autre part, celui du berbère face à l'arabe » (Dib, 2000). Cette exclusion perçue renforce les tensions ethniques et culturelles, alimentant un sentiment d'injustice et de marginalisation parmi les populations berbérophones.

De plus, cette situation a des conséquences sur la construction d'une identité nationale inclusive, où les citoyens, indépendamment de leur origine linguistique, pourraient se sentir pleinement algériens. Le bilinguisme en Algérie, tout en étant une richesse en termes de diversité culturelle, exacerbe parfois les divisions internes, notamment entre les populations arabophones et berbérophones, et entre ceux qui maîtrisent bien le français et ceux qui sont plus à l'aise en arabe. Cela crée une fracture qui se reflète dans les discours politiques, les choix éducatifs, et la vie sociale quotidienne.

En somme, le bilinguisme en Algérie, bien qu'il soit un élément central de la société moderne, reste un facteur ambigu dans la définition de l'identité nationale. Il incarne à la fois une richesse culturelle et une source de division, oscillant entre héritage colonial et volonté d'affirmation nationale.

10. Les enjeux du bilinguisme pour l'avenir économique de l'Algérie

Le bilinguisme arabe-français en Algérie a des implications majeures pour l'avenir économique du pays. En effet, dans un contexte de mondialisation et de concurrence internationale, la maîtrise de ces deux langues devient un atout stratégique pour les individus, les entreprises et l'État. Le français, en particulier, reste la langue privilégiée dans les échanges commerciaux et les relations diplomatiques, non seulement en raison de l'histoire coloniale,

mais aussi grâce à sa place importante dans l'économie mondiale, notamment dans les secteurs économiques et technologiques.

Comme le souligne l'économiste Abdelaziz Boudiaf, « le bilinguisme est devenu un levier indispensable pour la compétitivité des entreprises algériennes, surtout dans les domaines de l'exportation et de l'industrie » (Boudiaf, 2014). Dans des secteurs comme le pétrole et le gaz, où l'Algérie entretient des relations avec des entreprises internationales, la maîtrise du français est essentielle pour négocier, conclure des contrats et attirer des investissements étrangers. Le bilinguisme est également crucial dans la gestion des entreprises locales, où l'anglais et le français se retrouvent souvent dans les échanges avec les partenaires étrangers, notamment dans les industries de haute technologie, le commerce et les services financiers.

Cependant, cette dépendance à la langue française soulève aussi des questions sur l'autonomie économique de l'Algérie. L'économiste et sociologue Kamel Benkhelifa observe que « une dépendance excessive au français dans les affaires et les technologies freine l'intégration d'une majorité de la population dans les secteurs économiques clés » (Benkhelifa, 2016). Le fossé linguistique entre ceux qui maîtrisent le français et ceux qui ne le parlent pas reste un obstacle majeur à l'inclusion sociale et économique. En effet, dans les zones rurales et parmi les classes populaires, le manque de compétences en français limite l'accès aux formations spécialisées et aux emplois de qualité, créant ainsi une fracture socio-économique.

D'autre part, l'arabe, bien que langue officielle, est souvent perçu comme un handicap dans les domaines liés à l'innovation, aux sciences et aux technologies, où le français et l'anglais dominent. En conséquence, le système éducatif algérien, marqué par l'arabisation, se heurte à des difficultés pour former une main-d'œuvre hautement qualifiée dans des secteurs stratégiques. Comme l'indique le chercheur Djamel Messaoudi, « l'absence d'une langue commune de spécialité, comme l'anglais ou le français, dans les sciences exactes et les technologies, freine la création de véritables pôles de recherche et développement » (Messaoudi, 2018).

Pour faire face à ces défis, l'Algérie doit envisager un renforcement de son système éducatif en matière de plurilinguisme, en introduisant, par exemple,

une plus grande place à l'anglais dans les écoles et les universités. Ce changement permettrait non seulement de réduire les inégalités d'accès à l'éducation et à l'emploi, mais aussi de répondre aux exigences d'un marché mondial de plus en plus globalisé. À cet égard, l'économiste et politologue Nacer Djabi estime que « l'Algérie doit repenser sa politique linguistique en conciliant son patrimoine linguistique et les exigences économiques contemporaines, afin de créer une véritable économie du savoir » (Djabi, 2017).

En conclusion, le bilinguisme en Algérie, tout en étant un facteur clé pour son développement économique, présente des défis à surmonter pour garantir une compétitivité durable. Il est essentiel que le pays adopte une approche équilibrée, capable d'exploiter les avantages du plurilinguisme tout en réduisant les disparités linguistiques entre ses citoyens.

11. Les défis politiques du bilinguisme en Algérie

Le bilinguisme arabe-français en Algérie constitue un terrain complexe de débats politiques, où se confrontent des visions divergentes sur la place de chaque langue dans la société. D'une part, le français est perçu comme un héritage colonial qu'il faut réduire au minimum pour préserver la souveraineté nationale et l'identité culturelle. D'autre part, il est également reconnu pour son rôle pragmatique dans la modernisation économique et la coopération internationale. Cette dualité crée des tensions permanentes qui affectent les politiques linguistiques de l'État algérien depuis l'indépendance.

Dans ce contexte, les gouvernements successifs ont fait de l'arabisation une priorité politique, visant à promouvoir l'arabe comme symbole de la rupture avec le colonialisme. Cependant, comme l'indique le politologue Ahmed Hachani, « l'arabisation s'est heurtée à la réalité socio-économique du pays, où la compétence en français est perçue comme un critère incontournable pour accéder aux postes de responsabilité et à la modernité » (Hachani, 2005). Cette tension entre idéologie et pragmatisme explique les contradictions de la politique linguistique algérienne, où l'arabe est officiellement privilégié, mais le français reste dominant dans les sphères intellectuelles et économiques.

L'ambiguïté de la politique linguistique algérienne s'illustre également par la reconnaissance tardive du tamazight, langue berbère, dans la Constitution. Bien que le tamazight ait été reconnu comme langue nationale en 2002, il a fallu attendre 2016 pour qu'il devienne officiellement une langue nationale à part entière. Cette tardive reconnaissance a été perçue par certains comme une avancée dans la quête de justice linguistique pour les populations berbérophones, mais aussi comme un compromis politique, face à la pression croissante des mouvements culturels et politiques berbères. Selon le chercheur Said Sadi, « la reconnaissance du tamazight est un acte politique visant à pacifier les tensions internes entre les communautés arabes et berbères » (Sadi, 2016).

Au-delà de ces questions internes, la place du français dans la société algérienne reste également un défi politique de taille. L'Algérie, tout en s'affirmant dans son identité arabe et islamique, cherche à maintenir des relations diplomatiques avec les pays francophones, en particulier la France, ancienne puissance coloniale. Cette situation crée un paradoxe : le français est un outil de communication internationale indispensable, mais il demeure perçu comme un vestige du colonialisme. Le président Abdelaziz Bouteflika, dans son discours de 2001, avait souligné que « l'Algérie ne peut se passer du français dans ses relations internationales, mais il ne doit en aucun cas devenir un substitut à l'arabe » (Bouteflika, 2001). Ce double discours politique nourrit les tensions internes et complique la gestion du bilinguisme, en empêchant une véritable cohérence des politiques linguistiques.

Les défis politiques sont également exacerbés par les réformes éducatives. Les tentatives d'arabisation du système éducatif se sont heurtées à des résistances, notamment parmi les enseignants et les étudiants, qui dénoncent la surcharge linguistique et la faible maîtrise de l'arabe dans les matières scientifiques et techniques. Le professeur en sciences politiques Rachid Benyahia souligne que « l'arabisation de l'enseignement supérieur, sans préparer les étudiants à un environnement international où le français et l'anglais prédominent, crée une dissonance entre la formation académique et les besoins du marché du travail » (Benyahia, 2012).

En somme, les défis politiques liés au bilinguisme en Algérie sont multiples et marqués par une gestion complexe des langues. Les autorités doivent concilier les impératifs de modernisation et d'ouverture internationale avec les revendications identitaires et culturelles de la population. La question du bilinguisme, loin d'être une simple question technique, est au cœur des enjeux politiques, économiques et sociaux du pays.

12. Les impacts du bilinguisme sur la culture et la littérature algériennes

Le bilinguisme en Algérie a profondément marqué le paysage culturel et littéraire du pays, en donnant naissance à une production artistique multilingue, à la croisée des héritages arabes, berbères et français. La coexistence du français et de l'arabe dans les pratiques littéraires et culturelles a permis l'émergence d'un espace de création unique, où les auteurs, les dramaturges et les cinéastes expriment une identité plurielle, tiraillée entre mémoire coloniale et aspiration à la souveraineté culturelle. Le français, en particulier, tout en étant une langue étrangère imposée, s'est imposé comme une langue d'expression artistique majeure.

Dès les premières années de l'indépendance, des écrivains comme Kateb Yacine ont défendu l'usage du français dans la littérature algérienne comme un acte de réappropriation. Il écrivait : « Le français est notre butin de guerre » (Kateb Yacine, 1966), affirmant ainsi que cette langue, héritée du colonisateur, pouvait être détournée au profit d'un message libérateur et engagé. Cette posture a influencé toute une génération d'auteurs qui, tout en revendiquant leur appartenance à une culture algérienne, ont choisi le français comme outil d'expression, parfois par nécessité, souvent par choix esthétique et politique.

Parallèlement, la littérature d'expression arabe a connu un développement important, surtout à partir des années 1980, avec des figures comme Ahlam Mosteghanemi qui ont contribué à renouveler l'écriture romanesque en arabe moderne. Dans *Mémoires de la chair*, elle évoque la tension entre langues : « J'écris en arabe avec la douleur de ceux qu'on a amputés d'une langue » (Mosteghanemi, 1993). Cette citation met en lumière le traumatisme linguistique vécu par nombre d'écrivains algériens, pris entre la

langue du cœur et celle de la raison, entre la langue de l'émotion et celle de la carrière.

Le cinéma algérien, lui aussi, est traversé par cette dualité linguistique. Nombre de films utilisent un mélange d'arabe dialectal et de français, reflétant la réalité sociolinguistique du pays. Des réalisateurs comme Merzak Allouache ont su capter cette hybridité dans leurs œuvres, montrant des personnages qui naviguent naturellement entre les deux langues. Dans son film *Bab El-Oued City* (1994), la langue devient un marqueur social et identitaire, révélateur des tensions entre tradition et modernité.

Cette dynamique bilingue a également nourri le champ musical, notamment à travers le *raï*, qui mêle arabe dialectal, français et parfois anglais. Les paroles des chansons de Cheb Khaled ou de Rachid Taha témoignent de cette pluralité, abordant des thèmes de déracinement, de migration, d'amour et de révolte, dans une langue fluide et métissée. Le bilinguisme, loin d'être un frein à la création, apparaît ainsi comme un moteur d'innovation artistique.

Cependant, cette richesse linguistique pose aussi des défis, notamment en matière de diffusion et de reconnaissance. Les œuvres en français sont parfois perçues comme élitistes, tandis que celles en arabe peuvent être marginalisées à l'international. Le critique littéraire Hamid Nacer-Khodja souligne que « la littérature algérienne souffre d'un double malentendu : à l'intérieur, on la juge selon des critères identitaires ; à l'extérieur, on l'associe trop souvent à une langue d'emprunt, oubliant qu'elle exprime une réalité nationale » (Nacer-Khodja, 2010).

En définitive, le bilinguisme est au cœur de la production culturelle algérienne. Il offre un espace de dialogue fécond entre les langues, les identités et les esthétiques. Il oblige aussi à repenser la notion de littérature nationale, non plus comme une production dans une seule langue, mais comme une polyphonie reflétant la complexité de l'Algérie contemporaine.

13. La question de l'enseignement des langues en Algérie

L'enseignement des langues en Algérie constitue l'un des enjeux les plus sensibles et les plus débattus dans la sphère éducative et politique. Depuis l'indépendance, le système éducatif algérien oscille entre la volonté

d'arabisation pour affirmer l'identité nationale, et la nécessité d'assurer la maîtrise du français, voire de l'anglais, pour répondre aux exigences de la mondialisation. Cette ambivalence se reflète dans les réformes successives, souvent contradictoires, qui ont marqué les politiques linguistiques éducatives du pays.

L'arabisation, initiée dès les années 1960, visait à éradiquer l'hégémonie de la langue française héritée de la colonisation, en imposant l'arabe classique comme langue principale d'enseignement. Cependant, comme le souligne Mohamed Arkoun, « l'arabisation a été pensée comme une revanche idéologique plutôt que comme un projet pédagogique structuré » (Arkoun, 1991). Cette approche a entraîné de nombreuses difficultés, notamment un manque de manuels adaptés, une formation insuffisante des enseignants et une disjonction entre langue d'apprentissage et langue maternelle des élèves, en particulier dans les régions berbérophones.

Parallèlement, le français est resté présent dans le système scolaire, notamment dans l'enseignement des sciences, des mathématiques et de la médecine. Il est introduit dès la troisième année du primaire, ce qui soulève des questions pédagogiques. De nombreux spécialistes, comme l'inspecteur général Ali Mebarki, estiment que « cette introduction tardive et le manque d'exposition linguistique hors du cadre scolaire affaiblissent la maîtrise du français chez les élèves » (Mebarki, 2015). En conséquence, une grande partie des étudiants universitaires rencontrent des difficultés d'expression dans cette langue, ce qui impacte leur réussite académique, surtout dans les disciplines scientifiques.

L'introduction de l'anglais, encouragée ces dernières années comme langue d'ouverture internationale, vient complexifier davantage la situation. En 2022, les autorités ont annoncé son enseignement dès la troisième année du primaire, en parallèle avec le français. Cette décision a été perçue par certains comme une tentative de "désoccidentalisation" en réduisant le poids symbolique du français. Néanmoins, cette réforme, saluée sur le plan stratégique, soulève des inquiétudes quant à sa faisabilité. Comme l'affirme la linguiste Meriem Amrani, « le système éducatif algérien n'est pas préparé à gérer trois langues simultanément dès le primaire, sans créer de surcharge cognitive pour l'enfant » (Amrani, 2023).

Un autre défi majeur réside dans l'enseignement du tamazight, reconnu comme langue nationale puis officielle, mais encore peu intégré dans les programmes scolaires. Dans certaines wilayas, l'enseignement du berbère reste symbolique, faute de ressources humaines et matérielles. Le sociolinguiste Salem Chaker déplore que « l'État algérien adopte une reconnaissance institutionnelle sans véritable volonté de généralisation ni d'harmonisation de l'enseignement du tamazight » (Chaker, 2008).

Face à cette complexité, la question de la langue d'enseignement devient cruciale pour la réussite scolaire, la cohésion sociale et l'efficacité du système éducatif. Les experts appellent à une politique linguistique plus cohérente, qui tienne compte des réalités sociolinguistiques du pays. Une approche plurilingue, équilibrée et progressive, est souvent évoquée comme solution, à condition qu'elle soit accompagnée de moyens pédagogiques, humains et institutionnels adaptés.

En somme, l'enseignement des langues en Algérie reflète les tensions profondes entre passé colonial, identité nationale et exigences contemporaines. Il représente un champ stratégique pour le développement du pays, mais nécessite une réforme réfléchie, ancrée dans une vision à long terme.

14. Le bilinguisme dans les médias algériens

Le paysage médiatique algérien est un miroir fidèle de la réalité sociolinguistique du pays, marqué par une coexistence dynamique mais parfois conflictuelle entre l'arabe et le français. Depuis les premières années de l'indépendance, les médias ont joué un rôle central dans la diffusion des politiques linguistiques, tout en étant influencés par les préférences culturelles et les habitudes de consommation du public. À ce jour, le bilinguisme dans les médias algériens témoigne d'une réalité complexe, oscillant entre affirmation identitaire, enjeux commerciaux et influence historique.

Dans la presse écrite, le français occupe encore une place prépondérante, malgré les efforts de promotion de la langue arabe. Des journaux comme El Watan, Liberté (jusqu'à sa fermeture en 2022) ou Le Soir d'Algérie continuent d'attirer un lectorat fidèle, principalement urbain et diplômé.

Comme le souligne le journaliste Omar Belhouchet, fondateur d'El Watan, « le français permet de toucher un public sensible aux débats politiques, aux analyses économiques et aux problématiques internationales » (Belhouchet, 2014). Cette affirmation se vérifie dans la richesse éditoriale et la liberté de ton que certaines publications francophones se sont permises, notamment dans la critique du pouvoir.

En parallèle, la presse arabophone, représentée par des titres comme Echorouk, El Khabar ou Ennahar, connaît un large succès populaire, notamment dans les régions intérieures et parmi les classes moyennes et populaires. Ces journaux, souvent perçus comme plus accessibles, reflètent les sensibilités sociales dominantes et sont influencés par des lignes éditoriales parfois conservatrices. Le linguiste Farid Larbi note que « la presse arabophone joue un rôle déterminant dans la construction d'une opinion publique nationale, mais elle reste cloisonnée dans un discours moins critique et moins internationalisé que son équivalent francophone » (Larbi, 2011).

À la télévision, le paysage est également marqué par le plurilinguisme. Les chaînes publiques comme l'ENTV privilégient l'arabe classique dans leurs journaux télévisés, tandis que l'arabe dialectal et le français sont omniprésents dans les émissions de divertissement, les débats ou les reportages. Certaines chaînes privées, comme El Djazairia One ou Dzair TV, utilisent un mélange des deux langues, parfois dans une même émission. Ce code-switching constant reflète les habitudes linguistiques des Algériens, mais suscite aussi des critiques, notamment de la part des puristes linguistiques qui y voient une dégradation du niveau de langue.

La radio, de son côté, offre une plus grande diversité linguistique. Outre les stations en arabe et en français, des programmes sont diffusés en tamazight, contribuant ainsi à la valorisation des langues nationales. Radio Tizi-Ouzou, par exemple, propose des émissions en kabyle, en chaoui ou en mozabite, répondant à une demande culturelle forte dans les régions concernées. Comme le remarque le sociologue Ahmed Berramdane, « les médias régionaux jouent un rôle crucial dans la revitalisation des langues minoritaires et la reconnaissance de la diversité linguistique du pays » (Berramdane, 2019).

Sur internet et les réseaux sociaux, le bilinguisme s'exprime avec encore plus de liberté. De nombreux internautes alternent arabe dialectal, français et parfois anglais dans leurs publications. Cette fluidité linguistique, souvent teintée d'humour et d'ironie, reflète une appropriation personnelle des langues, loin des cadres institutionnels. Cependant, elle pose aussi la question de la standardisation et de la qualité du langage utilisé dans l'espace numérique.

En définitive, les médias algériens illustrent la réalité vivante du bilinguisme dans le pays. Ils sont à la fois un reflet et un acteur de l'évolution linguistique de la société. Une politique médiatique consciente de cette pluralité pourrait renforcer la cohésion nationale tout en favorisant une ouverture sur le monde.

15. Le rôle du bilinguisme dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Algérie

Le bilinguisme joue un rôle central et paradoxal dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Algérie. D'un côté, l'État affirme sa volonté d'arabiser l'université pour promouvoir la langue nationale ; de l'autre, la réalité académique et scientifique impose le recours au français, voire à l'anglais, comme langues de travail incontournables. Cette dualité linguistique produit un environnement universitaire fragmenté, où coexistent plusieurs logiques et où les étudiants sont souvent les premiers à souffrir de l'incohérence des politiques linguistiques.

Historiquement, l'université algérienne a été francophone, du fait de son héritage colonial. Les disciplines scientifiques, médicales et techniques y sont encore majoritairement enseignées en français. Comme l'explique le chercheur Nassim Bahloul, « l'absence de manuels scientifiques de qualité en arabe, conjuguée au manque de formation des enseignants dans cette langue, a empêché la pleine arabisation des filières scientifiques » (Bahloul, 2015). Ainsi, malgré des réformes ambitieuses lancées dans les années 1970 et 1980, l'université algérienne n'a jamais pu totalement se détacher de la langue française, surtout dans les sciences dites « dures ».

Dans les sciences humaines et sociales, l'arabe classique est davantage présent, mais son usage reste limité face à la production scientifique

internationale, largement dominée par l'anglais. Certains chercheurs algériens publient en arabe, mais l'accès à des revues indexées et la reconnaissance internationale restent liés à la maîtrise des langues étrangères. Cela entraîne une hiérarchie implicite entre les langues : l'arabe est souvent réservé à la formation initiale, le français au travail académique, et l'anglais à la publication et aux échanges scientifiques internationaux. Cette tri-langue fonctionnelle, loin d'être un atout pleinement exploité, devient un obstacle pour de nombreux étudiants et enseignants non préparés à jongler entre plusieurs systèmes linguistiques.

Le bilinguisme peut pourtant constituer un levier d'ouverture et d'excellence, à condition d'être intégré dans une politique universitaire cohérente. De nombreux pays ont réussi à faire coexister leur langue nationale avec des langues internationales dans l'enseignement supérieur, à l'image du Maroc ou de la Tunisie. En Algérie, cette cohabitation reste chaotique. Les étudiants se retrouvent souvent à devoir apprendre le lexique scientifique en français sans y avoir été suffisamment préparés dans le cycle secondaire, ce qui affecte leur performance et leur motivation. Une étude de l'Université de Béjaïa (2021) montre que « près de 65 % des étudiants en première année de biologie estiment que leur niveau de français est insuffisant pour suivre les cours avec aisance ».

L'anglais, de plus en plus valorisé à l'échelle mondiale, est présenté par les autorités comme une alternative stratégique. Des programmes pilotes ont été lancés pour introduire l'anglais comme langue d'enseignement dans certaines filières scientifiques. Toutefois, les moyens matériels, la formation des enseignants et l'adhésion des étudiants sont encore insuffisants pour assurer une transition linguistique efficace. Comme le souligne le professeur Abderrahmane Benguerni, « l'introduction de l'anglais dans l'enseignement supérieur algérien doit être progressive et adossée à une stratégie nationale de formation continue » (Benguerni, 2020).

En matière de recherche scientifique, la dépendance au français demeure forte, notamment pour la rédaction de thèses, de rapports ou de publications. Toutefois, les exigences des revues internationales poussent les chercheurs à se tourner de plus en plus vers l'anglais, accentuant encore les inégalités linguistiques au sein du monde universitaire. Le manque de politiques

claires en matière de formation linguistique et d'accompagnement des jeunes chercheurs aggrave les disparités entre ceux qui maîtrisent les langues étrangères et ceux qui peinent à y accéder.

En somme, le bilinguisme dans l'enseignement supérieur algérien est un défi stratégique. Plutôt que de l'envisager comme un problème, il pourrait être repensé comme une ressource, à condition de repenser en profondeur la formation linguistique dès le primaire, d'adapter les contenus pédagogiques, et de valoriser équitablement toutes les langues en fonction de leur utilité académique, professionnelle et scientifique.

16. Les perceptions sociales et générationnelles du bilinguisme en Algérie

Le bilinguisme en Algérie ne se manifeste pas uniquement comme une réalité linguistique objective, mais aussi comme une construction sociale, idéologique et identitaire. Il est perçu différemment selon les générations, les milieux sociaux, les régions et les appartenances culturelles. Ces perceptions influencent profondément les attitudes vis-à-vis des langues et conditionnent leur usage dans la vie quotidienne, l'éducation, les médias ou encore les institutions.

Chez les générations issues de la période post-indépendance (années 1960-1980), le bilinguisme est souvent vécu comme une conséquence directe de la colonisation. Pour certains, la langue française demeure associée au prestige, à l'ascension sociale ou à une ouverture sur le monde. Pour d'autres, elle incarne encore une forme de domination culturelle, une "langue étrangère intérieure", selon l'expression du sociologue Abdelmadjid Merdaci (Merdaci, 2012). Dans ces discours, l'arabe est perçu comme la langue de l'identité nationale, sacrée et intouchable, alors que le français est utile mais suspect, toléré pour des raisons pratiques.

Les jeunes générations, en revanche, adoptent une vision plus pragmatique du bilinguisme. Dans les milieux urbains notamment, les jeunes alternent librement entre arabe dialectal et français, et parfois anglais, sans nécessairement y attacher une charge idéologique. Ils utilisent ce mélange linguistique dans leurs échanges quotidiens, leurs publications sur les

réseaux sociaux, et même dans des créations artistiques (rap, slam, stand-up). Ce phénomène de code-switching est souvent perçu comme une richesse expressive. Comme l'écrit la sociolinguiste Naïma Benali, « les jeunes Algériens ont développé une forme de bilinguisme fonctionnel et créatif, qui dépasse les oppositions politiques et identitaires de leurs aînés » (Benali, 2018).

Dans les régions rurales ou moins favorisées, les perceptions diffèrent. Le français y est parfois moins maîtrisé, et son usage peut être perçu comme un signe d'élitisme ou d'aliénation. À l'inverse, l'arabe dialectal, voire les variantes berbères, sont valorisées comme marqueurs d'appartenance locale et de cohésion communautaire. Dans ce contexte, le bilinguisme n'est pas vécu comme une richesse, mais comme une source potentielle d'exclusion ou d'incompréhension. L'écrivain Rachid Boudjedra évoque cette fracture sociale lorsqu'il affirme que « la langue française est parfois un mur entre deux Algéries : celle des élites et celle du peuple » (Boudjedra, 1997).

Les politiques linguistiques de l'État, perçues comme fluctuantes et parfois incohérentes, contribuent à entretenir ces clivages. L'imposition de l'arabisation à certaines périodes, suivie par un retour pragmatique au français ou à l'anglais, crée un sentiment d'instabilité et de confusion linguistique chez les citoyens. Cette incertitude alimente des représentations contradictoires : certains voient dans le plurilinguisme une menace à l'unité nationale, d'autres y perçoivent une richesse culturelle et une compétence stratégique.

Il existe également des clivages générationnels au sein des familles. Il n'est pas rare qu'un grand-parent parlant uniquement l'arabe classique ou dialectal ait du mal à échanger avec ses petits-enfants, plus à l'aise en français ou même en anglais. Ce décalage intergénérationnel peut provoquer des tensions, mais aussi encourager le dialogue et l'apprentissage mutuel. Plusieurs initiatives associatives tentent d'exploiter cette diversité pour renforcer la cohésion sociale et valoriser toutes les langues comme des vecteurs de transmission culturelle.

En somme, les perceptions sociales et générationnelles du bilinguisme en Algérie sont multiples et parfois contradictoires. Elles reflètent les tensions entre tradition et modernité, entre affirmation identitaire et mondialisation.

Comprendre ces représentations est essentiel pour toute politique linguistique équilibrée, soucieuse de respecter la diversité des expériences tout en construisant un projet commun.

17. Le bilinguisme et les politiques linguistiques nationales en Algérie

Les politiques linguistiques menées par l'État algérien depuis l'indépendance sont au cœur des débats sur le bilinguisme. Elles oscillent entre arabisation, reconnaissance des langues nationales, et intégration des langues étrangères dans une stratégie d'ouverture internationale. Ces politiques, souvent contradictoires ou improvisées, ont contribué à entretenir une instabilité linguistique qui se répercute sur l'école, l'université, l'administration et la société dans son ensemble.

Dès les années 1960, l'arabisation a été décrétée comme une priorité nationale, dans une volonté de rompre avec l'héritage colonial et d'asseoir une identité algérienne fondée sur la langue arabe. Le décret présidentiel de 1976 prévoyait une généralisation progressive de l'arabe dans tous les secteurs. Toutefois, cette politique a rencontré des résistances : manque d'enseignants formés, absence de supports pédagogiques adaptés, et surtout, une forte inertie dans l'administration, la justice et les sciences, toujours dépendantes du français. Comme le note l'historien Mostefa Lacheraf, « l'arabisation a été plus un acte politique symbolique qu'un projet éducatif réfléchi » (Lacheraf, 1980).

Le français, bien qu'officiellement absent des textes constitutionnels, reste omniprésent dans les faits. Il est la langue de la communication institutionnelle, des professions techniques et de l'université, notamment dans les sciences. Le statut ambigu de cette langue – ni langue étrangère, ni langue nationale – entretient une confusion qui affaiblit la clarté des politiques linguistiques. Pour certains analystes, cette dualité traduit une forme de bilinguisme subi plutôt que choisi.

Comme le souligne le politologue Abderrahmane Moussaoui, « l'Algérie n'a jamais véritablement tranché entre une vision identitaire et une approche utilitariste de la langue » (Moussaoui, 2007).

Le tournant amorcé dans les années 2000 avec la reconnaissance du tamazight comme langue nationale (2002), puis officielle (2016), marque

une avancée importante vers une reconnaissance de la diversité linguistique du pays. Cependant, sa mise en œuvre reste limitée sur le terrain, en raison d'un manque de volonté politique, de moyens logistiques et de coordination entre institutions. Plusieurs voix issues de la société civile amazighe dénoncent un traitement symbolique de la langue, sans véritable intégration structurelle dans l'enseignement ou les médias.

Par ailleurs, la promotion récente de l'anglais, notamment dans les discours officiels, illustre une volonté d'alignement sur les normes internationales et de diversification des partenariats scientifiques et économiques. Le

président Abdelmadjid Tebboune a affirmé en 2022 que « l'anglais est la langue de la science, de la technologie et du futur », encourageant son

enseignement dès le primaire. Cette orientation, saluée pour son pragmatisme, soulève néanmoins des défis en termes de formation, de matériel pédagogique et de coordination avec les autres langues en usage.

Les politiques linguistiques algériennes souffrent donc d'un manque de vision intégrée. Plutôt que de considérer la pluralité linguistique comme une richesse, elles ont souvent été dictées par des considérations idéologiques, au détriment de la cohérence éducative et de l'efficacité institutionnelle. Une véritable réforme impliquerait une redéfinition des rôles de chaque langue selon des critères fonctionnels : l'arabe comme langue de l'identité nationale, le tamazight comme langue de la diversité culturelle, le français comme langue de transition et de spécialisation, et l'anglais comme langue de mondialisation.

Plusieurs chercheurs appellent à une politique linguistique ouverte, inclusive et participative. L'universitaire Karima Dirèche plaide ainsi pour « une politique qui assume le plurilinguisme de la société algérienne et qui articule les langues selon les besoins des citoyens, et non selon des logiques idéologiques dépassées » (Dirèche, 2019). Ce type d'approche pourrait favoriser un climat de tolérance linguistique, réduire les fractures sociales et promouvoir un véritable bilinguisme fonctionnel et harmonieux.

Conclusion

Le bilinguisme en Algérie, loin d'être un simple phénomène linguistique, s'impose comme une réalité complexe, façonnée par l'histoire coloniale, les

politiques éducatives, les logiques identitaires et les dynamiques sociales contemporaines. À travers les analyses menées dans cet article, il apparaît clairement que le bilinguisme algérien est à la fois une richesse potentielle et un facteur de tensions, selon qu'il est intégré ou subi, valorisé ou marginalisé, encadré par des politiques cohérentes ou laissé à l'improvisation.

Notre problématique initiale interrogeait la place du bilinguisme dans la société algérienne : est-il un levier de développement et de modernisation, ou au contraire un héritage problématique générateur d'inégalités ? L'enquête a permis de vérifier plusieurs hypothèses. D'abord, que le bilinguisme est profondément enraciné dans la structure sociale algérienne, en particulier à travers l'alternance entre arabe dialectal, arabe classique et français. Ensuite, que ce bilinguisme est vécu différemment selon les régions, les générations et les milieux sociaux. Enfin, que l'absence d'une politique linguistique claire et intégrée entrave l'exploitation optimale de cette diversité linguistique.

La démarche analytique adoptée a mis en lumière les multiples dimensions du bilinguisme : son impact sur l'éducation, l'identité, les représentations sociales, les pratiques quotidiennes et l'enseignement supérieur. À travers des exemples concrets, des études de cas et des citations d'experts, nous avons pu démontrer que le bilinguisme n'est ni un obstacle en soi, ni une panacée. Il dépend entièrement de la manière dont il est pensé, enseigné, valorisé et utilisé par les institutions, les acteurs sociaux et les citoyens eux-mêmes.

Si l'Algérie veut transformer cette réalité linguistique en un atout stratégique, elle doit dépasser les oppositions idéologiques qui ont trop longtemps dominé le débat. Il est nécessaire de repenser la formation linguistique dès le plus jeune âge, de former des enseignants multilingues compétents, de produire des supports pédagogiques adaptés et de promouvoir une culture de tolérance linguistique dans les médias, l'administration et l'espace public.

Comme le soulignait Pierre Bourdieu, « la langue n'est jamais seulement un moyen de communication, elle est aussi un instrument de pouvoir » (Bourdieu, 1982). Dans cette optique, le bilinguisme peut devenir un outil

de démocratisation culturelle, d'élévation sociale et d'ouverture internationale, à condition d'être mis au service d'un projet de société inclusif et respectueux de toutes les composantes linguistiques du pays.

En définitive, le bilinguisme algérien n'est pas une anomalie à corriger, mais une richesse à organiser. Il appelle une gouvernance linguistique réfléchie, participative et durable, capable d'articuler les langues en fonction des besoins des citoyens et des exigences du monde contemporain.

Références bibliographiques

- Bahloul, N. (2015). Langue et enseignement en Algérie : entre réforme et résistance. *Revue Maghrébine des Sciences Sociales*, 12(1), 45–61.
- Benali, N. (2018). Le bilinguisme chez les jeunes algériens : entre créativité linguistique et fracture sociale. *Cahiers du Centre de Recherche en Linguistique Appliquée, Université d'Alger II*, 7(2), 113–128.
- Boudjedra, R. (1997). *L'Algérie mon amour*. Paris : Grasset.
- Bourdieu, P. (1982). Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques. Paris : Fayard.
- Chouchene, S. (2024). Le déphasage linguistique en Tunisie : un plurilinguisme en crise ! *Contextes didactiques, linguistiques et culturels*, 2(3), 246–261.
- Dirèche, K. (2019). Langues et politiques en Algérie contemporaine : vers une gouvernance linguistique plurielle ? *Revue Tiers Monde*, 4(240), 91–107.
- Grandguillaume, G. (2004). *Arabisation et politique linguistique au Maghreb*. Paris : Maisonneuve & Larose.
- Kalai, L. (2024). Changements linguistiques et cultures : quels rapports ? *Contextes Didactiques, Linguistiques Et Culturels*, 2(3), 203–245.
- Lacheraf, M. (1980). *Algérie : nation et société*. Paris : Maspero.
- Merdaci, A. (2012). Langue et pouvoir en Algérie : la fracture symbolique. In *Regards croisés sur l'Algérie contemporaine* (pp. 223–238). Alger : ENAG.
- Moussaoui, A. (2007). Les paradoxes de la politique linguistique en Algérie. *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 116–117, 135–150.
- Taleb Ibrahim, K. (1997). *Algérie : les identités meurtrières*. Paris : Éditions de l'Aube.

Université de Béjaïa. (2021). Enquête sur la compétence linguistique des étudiants en première année de sciences. Rapport interne, Faculté des Sciences de la Nature et de la Vie.

Yelles-Chaouche, F. (2010). Langue, identité et pouvoir en Algérie. *Revue de Linguistique et de Didactique des Langues*, 44, 87–102.

Yéhia Taha, H. (2024). Langue au neutre narratif et identitaire : Amour bilingue d'A. Khatibi Je ne parle pas la langue de mon père de L. Sebbar. *Contextes Didactiques, Linguistiques Et Culturels*, 2(3), 499–524.